

70/26

Rome, Sept. 4, 1970

To all Superiors General  
 To their delegates for SEDOS  
 To all members of the SEDOS group

This week:

We recommence in earnest, after a useful two week period of "re-tooling" at the Secretariat (see Diary).

PLEASE NOTE THE FOLLOWING:

\*\*\* The office hours of the Secretariat will be: 09.00 - 13.00 ( as before )  
 14.00 - 17.00 ( and not  
 16.00 - 19.00 ).

This change will not affect the time of the commencement of the meetings of the Working Groups - 16.00.

\*\*\* The staff is now "al completo", with Fr. Bano fscj taking over many responsibilities for the Documentation Service. He will be going round the Generalates in order to "explore" their documentation services and to inform them of the SEDOS facilities.

\*\*\* The Generalates will also be contacted personally, by members of the Development Group during next week. Purpose briefing on the Credit Union planning session.

HEALTH SERVICES: La traduction française de la Conférence principale de la réunion du Groupe à la FAO, en mars 1970. p. 600

FAO: Further reports of the SEDOS delegate on the II World Food Congress. 610

NEWS FROM THE GENERALATES: Bro. Schnepf has kindly passed over to us his itinerary. We would very much like to tell everybody "who is going where". 613

ASSEMBLY: The Assembly is hereby convoked for the 15th of September, as agreed. The Executive Committee decided to combine it with a commemoration of Miss Overboss, on the occasion of her first anniversary. You will note that there will be no group discussions. The relevant documents are included in this issue of the bulletin. Both have been studied and in principle, endorsed by the Executive Committee. 614

DIARY: We had a few important visitors during the last days. 620

PLEASE NOTE THE FOLLOWING DATES:

11 - 9 - 1970 Task Force, Credit Union Seminar, 16.00, OMI Scholasticate.  
 22 - 9 - 1970 Meeting on Mainland China, 16.00, SVD Generalate.

Sincerely yours,

Benjamin Tonna

Executive Secretary.

## SEDOS / HEALTH SERVICES

Conférence du Docteur T.B. MORGANPrésentation du Travail du Département de l'Alimentation  
de la F.A.O. et la Relation entre Santé et Alimentation

Il est impossible, en raison du peu de temps alloué, d'entrer dans les détails d'un programme complet. J'aimerais me concentrer sur le programme général du travail du Service de l'alimentation, ce qu'il fait ou essaie de faire pour élever le niveau de l'alimentation dans le monde. A la suite de l'institution de la Ligue des Nations, d'élever le standard d'alimentation à travers le monde. Cependant cet organisme, la Ligue des Nations, a cessé de faire quoi que ce soit sur ce point, pour diverses raisons.

Durant les années 30 et avant la fin de la 2ème guerre mondiale, plusieurs pays se réunirent, à l'invitation du Président Roosevelt, lors d'une assemblée tenue à Hotsprings, aux U.S.A. dans le but d'étudier et de discuter les moyens par lesquels une aide internationale pourrait être procurée à l'Europe ravagée par la guerre, une fois celle-ci terminée. A la suite de cette initiative, un peu plus tard, à Québec, au Canada, la F.A.O. Organisme pour la nourriture et l'agriculture, fut constitué et, dans l'introduction de la Constitution de la F.A.O. il est dit clairement que son principal objectif est d'élever le niveau de l'alimentation dans le monde en augmentant la production et la consommation d'aliments nutritifs souhaitables. Pendant quelque temps, le service de l'alimentation ne s'occupa en partie qu'à distribuer de la nourriture; des aliments tels que lait en poudre aux écoliers et aux gens sous-alimentés dans certains pays d'Europe. Cela prit quelque temps avant de pouvoir commencer sur une plus vaste échelle ce programme qui nous est maintenant fixé à la suite des conférences successives tenues par la F.A.O. tous les 2 ans. Le service a pris de l'extension. Nous pouvons maintenant traiter de sujets qui étaient sans intérêt pour une grande partie du monde il y a 20 ans.

Je pense toutefois qu'il serait utile, dès le début de cet exposé, d'expliquer la différence entre ce que nous faisons et ce qui est fait par l'Organisation mondiale de la Santé - notre "organisme-soeur". Actuellement, l'Office Mondial de la Santé, O.M.S., s'intéresse de très près à l'alimentation. Toutefois il s'occupe presque uniquement de définir les "paramètres", si vous voulez, de l'insuffisance alimentaire, des incidences et du traitement des Maladies.

Ce qui veut dire qu'il serait intéressé à entreprendre des études cliniques pour déterminer l'étendue de l'insuffisance alimentaire, et aussi pour fournir les moyens de traiter les malades; soit par des pilules ou injections de toutes sortes ou de pourvoir à l'approvisionnement en certaines denrées. Nous avons des projets plus vastes sur toute la question de la ligne de conduite et de la planification avec le Gouvernement. (J'arrive de l'Inde où nous avons été engagés de très près dans la préparation d'un programme pour un gouvernement sur la question de l'alimentation pour les 5 prochaines années - un pays de 534 millions d'habitants présentement mais qui atteindra 1.000 Millions en 1992 - une tâche gigantesque !)

Evidemment nous sommes limités de plusieurs manières sur ce que nous devons faire, mais il nous faut intégrer nos connaissances, comme Monseigneur Liguetti nous l'a dit il y a quelques instants, entre de qui est opportun et souhaitable sur le plan alimentaire et la part que le gouvernement peut accorder du point de vue économique. Jusqu'à maintenant nous avons dû nous baser sur nos expériences, non seulement en termes de projets spécifiques mais en termes de politique générale. Qu'est-ce qu'on peut faire dans un pays comme l'Inde, par exemple, si les sucres et les protéines que l'on peut obtenir sont insuffisantes pour les besoins des gens ? Nous avons des problèmes de plus en plus graves et nombreux. Laissez-nous vous donner un exemple : qu'arrive-t-il dans plusieurs parties du monde : au Brésil, au Nigéria et dans diverses autres régions où l'accroissement de la population est trop rapide et inversement proportionnel aux ressources du pays ? Si la population de l'Inde double durant les prochaines décennies, comme on le prévoit, il faudra alors, pour maintenir le niveau d'alimentation nécessaire, ou bien doubler les surfaces cultivables, ou doubler la production par acre de terrain - et je tiens à souligner que ceci n'est pas seulement pour maintenir le niveau d'alimentation suffisant.

Actuellement, pour ce qui est de la première alternative : doubler l'étendue de surfaces cultivables est presque impossible; la seconde : doubler la production par acre serait peut-être réalisable, mais avec d'énormes investissements pour des choses comme l'essai de nouvelles et meilleures sortes de plantations, et comme l'irrigation. Un pays est souvent tributaire, par exemple, des caprices de la mousson : nul ne sait si elle viendra au moment opportun ou si elle ne viendra pas du tout - ou des conditions atmosphériques dont le fermier et le paysan (qui constituent les 85 % de la population) dépendent pour leur subsistance.

Dans la même ligne, il est également intéressant de souligner que plusieurs organismes catholiques en Inde et dans d'autres parties du monde que je connais, mais plus particulièrement en Inde, en fait beaucoup, non seulement pour procurer des denrées en cas d'urgence, mais aussi pour fournir des pompes afin d'irriguer les puits, par exemple, afin que les fermiers ne soient pas totalement dépendant de la venue de la pluie au bon moment. Il est aussi intéressant de savoir qu'en Inde- et je suis certain que cela pourrait être entrepris dans beaucoup d'autres pays, il y a un grand nombre d'organismes occupés, sur le plan humanitaire, à aider à trouver une solution au problème de la faim et de l'alimentation. Oxfam, Casa, Missions méthodistes d'outre-mer, "catholic relief services" et des centaines d'autres petits organismes. "Freedom from Hunger" Campagne (guerre contre la faim) projetée par deux villes, etc. Il est quasi impossible à tous ces organismes et ces cadres institutionnels d'établir une infra-structure en Inde pour s'occuper de la distribution de pilules, d'aliments, de tracteurs, de toutes sortes de choses.

C'est pourquoi ils ne sont tous mis ensemble et ont décidé de mettre en commun leurs ressources sous l'égide d'un nouveau titre ACPRO (action pour l'augmentation de la production alimentaire aux Indes afin que les services catholiques n'aient pas à doubler ce qui est fourni par USAIS. Nous avons le procédé ridicule du surplus de graines provenant de tous côtés des USA. Cela aurait pu venir d'une même source, mais il faut passer par toute une série d'intermédiaires depuis l'embarquement, la manutention dans les ports, la distribution dans les Etats, les difficultés de transport de vivres aux Indes, tout cela même des personnes, dans la famille, qui en ont besoin, doivent passer par ces différents intermédiaires. Or maintenant tous ces organismes sont incapables de trouver le personnel, l'équipement suffisants, etc. nous mettons donc en commun les ressources de toutes ces organisations, non seulement pour leur donner à elles-mêmes le bénéfice énorme d'ordre économique, mais aussi à ceux qui profitent de cette forme d'aide.

Pour en revenir au service de nutrition de la FAO plus spécifiquement, je décrirai le programme de ce service sur 4 plans.

En premier lieu, outre l'Office du Directeur qui s'occupe de la politique d'ensemble, des procédures, de la planification et des discussions et consultations en haut lieu avec le gouvernement, nous avons en quelque sorte 4 secteurs de travail différents. Il y a d'abord notre travail de planification et de politique d'alimentation. Autrement dit, nous informons le gouvernement de ce que nous croyons être prioritaire. Cependant, en disant cela, je dois insister sur le fait que nous sommes, en quelque sorte, de simples serviteurs civils internationaux. Nous ne pouvons donner d'ordres. Nous pouvons faire des recommandations, mais il appartient aux membres du gouvernement de décider si elles correspondent aux buts sociaux économiques aussi bien que politiques.

En plus de ces aspects de politique ou, si vous voulez, comme en faisant partie intégrante, nous tenons plusieurs assemblées pour discuter, par ex. Des sujets tels que les besoins alimentaires. Quelle quantité de calcium les habitants des philippines doivent-ils recevoir par jour? Quelle quantité de protéines pour les Argentins? Et ainsi de suite. Nous discutons de cela avec des experts, des spécialistes de certains pays développés et en voie de développement en vue de pouvoir indiquer au gouvernement vers quoi il doit faire porter son effort. Dans le passé, il y a eu tendance, chez plusieurs pays en voie de développement, à s'inspirer de standards qui avaient été établis par des pays très développés et à grande consommation comme les USA, la France ou le Royaume-Uni et leurs objectifs sont nettement et sans espoir inadéquats pour l'économie de leurs pays.

Maintenant vous allez peut-être dire : "Eh! bien mais pourquoi ne pas prendre les standards les plus hauts et les meilleurs qui soient?" Ces pays ne le peuvent pas parce que les ressources dont ils disposent sont insuffisantes. Une récente enquête aux Indes a prouvé que le revenu des gens, par personne et par mois est de R. 28.4. autrement dit, moins d'une roupie, moins d'un shilling anglais (90 liras environ) par jour. Ceci est une moyenne nationale, mais si vous suivez la courbe de distribution en statistiques, un grand nombre de personnes 20% à peu près - ne gagnent que la moitié de l'argent disponible et donc le vrai revenu par personne est quelque chose comme 40 ou 50 liras par jour.

Songez maintenant à cela quand on parle de sevrage, de lait en poudre et autres aliments que nous reconnaissons comme nécessaires et nutritifs, mais qu'on ne peut pas se procurer à cause de l'économie et du pouvoir d'achat des gens. Ajoutons que la Branche de planification et de consommation des aliments est concernée par différents aspects qui se rapportent aux standards d'alimentation : quelle quantité de cela? C'est très académique, c'est une manière en quelque sorte abstraite d'entreprendre notre travail par ex. avec le Codex alimentarius quand nous conseillons aux divers gouvernements quelles substances peuvent être ajoutées aux denrées alimentaires, et à quel niveau - le niveau de préservation dirons-nous, ou de ce qui en chimie est appelé anti-oxydant, qui peut être ajouté à tel ou tel autre produits. Quel est le degré de toxicité qu'on ne peut dépasser? Une grande partie de notre travail de conseiller du gouvernement concerne cette science. De plus, la Branche "planification et consommation alimentaire" est responsable d'un aspect très important de notre travail, calculer la quantité de nourriture nécessaire à une personne en établissant ce que nous appelons une feuille d'alimentation équilibrée. C'est assez facile pour nous de faire ces calculs malgré, très souvent, le manque de statistiques précises sur ce qui est nécessaire à chaque personne dans le pays en prenant les chiffres de production, déduisant ce qui exporté, ce

qu'il faut employer en semences l'an prochain, ce qui n'est pas utilisable, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on arrive au moment de diviser ce qui est disponible par le nombre d'habitants et en tenant compte, dans le nombre d'habitants, des différents âges des groupes, nous pouvons arriver à obtenir des chiffres qui montrent combien de calories sont nécessaires, du de grammes de protéines, etc. Alors les programmeurs savent dans quelle direction ils doivent ré-orienter leurs objectifs pour essayer d'améliorer la situation de l'alimentation et de la nutrition. Ce qui précède résume très brièvement et approximativement le travail dans ce secteur particulier.

Nous avons ensuite un programme élaboré que nous appelons "nutrition appliquée"

Le concept de nutrition appliquée a surgi dans les années 50, à la suite de ce que nous avons appelé Programme élargi de nutrition. Il nous était apparu évident que l'élévation du niveau d'alimentation et de nutrition dans le monde ne pouvait se faire en distribuant pilules et nourriture sur une base à court terme. Souvent une telle distributionne faisait qu'aggraver le problème. Je connais le travail de divers groupements catholiques par exemple dernièrement en Nigéria - maintenant c'est différent, il y a urgence, et naturellement de telles activités devront être continuées. Cependant dans ce cas particulier - comme beaucoup parmi vous le savent, j'en suis sûr, nous devons obéir aux demandes des nations-membres. Nous ne pouvons pas dire: "Oui, nous allons fournir des aliments à ce peuple-ci ou à ce peuple-là" Nous devons être sollicités, pour ainsi dire, par le groupe qui représente le pays dans le forum des groupes internationaux. Nous faisons beaucoup du travail de ce genre, et nous devons continuer à le faire en temps de famine, de désastre, etc. mais, même maintenant, par notre programme d'alimentation nous ne sommes pas capables d'aider davantage les gouvernements pour des fins non alimentaires. Si par exemple un gouvernement désire construire un barrage et si nous savons qu'à long terme ce barrage contribuera beaucoup à élever le niveau d'alimentation et de nutrition par l'eau disponible qui pourra être utilisée pour irriguer les récoltes, nous aiderons à fournir de la nourriture aux travailleurs qui construisent le barrage ou aux étudiants Universitaires qui suivent des cours dans le but de former un plus grand nombre de spécialistes dans la matière qui pourront, dans la suite, aider à solutionner les problèmes d'alimentation de nutrition dans une région ou dans tout un pays. Donc les programmes de nutrition appliqués regardent ceux qui s'occupent essentiellement de l'éducation en nutrition, de l'amélioration des habitudes alimentaires de l'orientation pour amener les gens à une meilleure connaissance des aliments et à l'élévation du statut alimentaire des individus, spécialement des mères et des enfants.

Ces programmes sont essentiellement pratiqués; ils comprennent, par ex. des éléments tels que horticulture, aviculture, pisciculture, tant à l'intérieur des terres que sur le littoral.

Il y a divers plans, ordinairement organisés de concert avec l'UNICEF et plus souvent aussi avec WHO. Nous arrageons ces programmes qui ont des éléments tels que: formation du personnel, cours de formation interne, pour le développement des travailleurs, etc. Nous avons la preuve que ces plans ont eu en certains cas des résultats surprenants pour l'élévation du niveau d'alimentation et de nutrition. Parfois un pays n'est pas conscient du potentiel que, par ex. peut apporter le poisson et en aidant à l'approvisionnement et à la distribution, nous avons pu établir de petites industries poissonnières ou des centres de production de volailles. Je m'excuse de toujours citer l'Inde mais je suis sûr que vous comprendrez, puisque j'en suis tout récemment revenu : en ce qui concerne les oeufs, il y a une disponibilité de 6, 8 par personne et par an... disponibilité, et non consommation. J'en prends actuellement deux pour mon petit déjeuner; de même ma femme et mes 3 enfants - je peux me le permettre. Ils coûtent 40 paisa pièce. Or il y a 100 paisa dans une roupie, c'est donc presque la moitié d'une roupie pour un oeuf et la majorité - plus de 55% de la population - ne gagnent qu'une roupie par jour. Peuvent-ils se permettre de manger un oeuf ? N'est-il pas préférable pour eux de vendre ce même oeuf 40 paisa et, avec cette somme, de se procurer de la nourriture pour ce prix, même si les aliments qu'ils se procurent ainsi sont de qualité nutritive légèrement inférieure ?

C'est contre ces choses que nous nous opposons et nous ne pouvons nous faire illusion en pensant à des projets, des programmes qui ne sont pas réalisables à long terme sans une aide internationale à la lumière des ressources économiques dont disposent les intéressés eux-mêmes. Mr Wilkie vous parlera tout à l'heure de quelques activités de promotion alimentaire, de quelle façon nous avons essayé d'aider les gouvernements dans le développement d'aliments riches en protéine à bas prix - ce qui est encore une responsabilité de la nutrition appliquée. En outre de cette dernière, nous l'utilisons pour la formation du personnel. Nous avons obtenu des bourses dans le champ de l'alimentation pour des personnes des pays en voie de développement - pour suivre des cours et être formés en diverses techniques et connaissances dont le pays a besoin pour établir plus précisément le degré de nourriture et le déficit alimentaire dans le pays : grâce à la formation reçue, ils peuvent ensuite élaborer des programmes pour élever le niveau d'alimentation et de nutrition à leur retour dans leurs pays.

En troisième lieu, nous réalisons un grand travail dans le domaine de la Science en Alimentation.

Souvent des pays nous demandent conseil sur les connaissances nécessaires quant aux différentes réactions chimiques à faire subir aux aliments, afin d'arriver à une meilleure connaissance de la composition des aliments.

Beaucoup de gens, dans les pays en voie de développement, ne sont pas informés sur la composition des aliments dont ils disposent dans le pays lui-même, et nous les aidons en les faisant analyser et leur communiquant les résultats, par des techniques d'analyses modernes et étudiées. Nous pouvons les aider à faire eux-mêmes les analyses ou leur donner les informations qu'ils désirent sur leurs propres récoltes.

En dernier lieu - et c'est peut-être le plus important de tout (pour autant du moins que vous êtes concernées) est notre Branche de Science Domestique qui s'intéresse principalement aux foyers et aux aspects du travail économique et communautaire et à leur progrès, et qui est ainsi à même d'élever le niveau général de vie, surtout parmi les ruraux. Actuellement, après bon nombre de difficultés, la Conférence a approuvé un nouvel objectif pour la Branche Science domestique - qui s'occupe de planification familiale et d'améliorer les conditions de vie. Ce programme très vaste au départ comprend divers degrés depuis la manière d'entretenir une plus grande propreté dans les maisons, d'améliorer ou de faciliter l'entretien des enfants et de la famille en général - en passant par (ce qui peut paraître étrange mais nous semble pourtant extrêmement important) des "techniques de communauté" concernant la planification familiale. Ce n'est pas notre rôle de traiter des aspects cliniques de planification familiale en aucune manière, mais seulement dans la mesure où ils touchent à la vie en général. Une étude scientifique a démontré qu'un couple doit donner la vie à 6-8 enfants environ pour être sûr qu'un enfant du sexe masculin vivra encore quand le père aura atteint l'âge de 60 ans. C'est une statistique plutôt compliquée, mais fort révélatrice.

En l'absence de tout plan de sécurité nationale ou de pensions pour personnes âgées, voici une statistique très importante. En dépit de cela, l'accroissement des travaux sur la nutrition, l'élévation du niveau de santé, la disparition de maladies telles que : fièvre jaune, "yaws" et diverses autres, font que le taux de mortalité est en baisse continue. Le taux de la natalité, par contre ne l'est pas : l'augmentation de la population dans plusieurs pays en voie de développement prend des proportions inquiétantes. Nous sommes très préoccupés et je suis consterné à la pensée que l'Inde atteindra un milliard d'habitants dans les 20 prochaines années. C'est une pensée atterrante.

Si vous saviez - et beaucoup parmi vous doivent le savoir - comment ces gens vivent présentement : vous ne pouvez marcher dans les rues de Calcutta passé 7 heures du soir - non pas qu'il y ait danger, mais il n'y a pas où poser le pied parce que les gens y dorment. Le matin, pour les ablutions, on fait la queue devant le petit tuyau percé situé au milieu du pavé. C'est vraiment criminel de laisser les gens vivre ainsi. Et quand on arrive aux aspects de la nutrition, à la quantité de sucres ou à celle de protéine qu'ils doivent recevoir, on ne doit pas s'étonner qu'ils soient atteints de maladies. J'ai décrit tout cela brièvement et je demande votre indulgence pour avoir été si "bitty" au sujet de ce que j'avais à dire - à propos du travail du Secteur de Nutrition de la FAO. Je devrai aller plus vite dans la deuxième partie de mon discours.

NUTRITION ET SANTE - Il est bien évident que des niveaux d'alimentation bas ou inadéquats doivent avoir des effets sur la santé. Si nous voyons cela en général, nous savons, par ex. qu'une sous-alimentation constante n'affecte pas seulement la croissance, la taille, le poids des écoliers. Les Japonais, nourris avec des aliments ayant une haute teneur en protéines deviennent aussi forts que les autres et ils sont une race de personnes de petite taille pas seulement en fonction de facteurs génétiques. Cependant, ce qui est devenu plus alarmant ces dernières années, ce sont les découvertes qu'on a faites, que la mauvaise alimentation et la sous-alimentation dans les toutes premières années de la vie, et même au cours de la vie du fœtus avant la naissance de l'enfant, peuvent amener des changements mentaux auxquels on ne peut porter remède de sorte que le cerveau n'atteint jamais son plein développement. Ce travail a commencé il y a une quinzaine d'années, en faisant des expériences sur des animaux. Mais nous savons par les I.Q. tests et toutes sortes d'autres investigations, que les enfants qui ont une alimentation déficiente en protéine dans les toutes premières années, spécialement au cours des 6 premiers mois de la vie, sont des déficients mentaux pour toute leur vie. C'est consternant n'est-ce pas ? Et le pauvre petit n'y est pour rien. Ce peut être pour diverses raisons : insuffisance du lait maternel, impossibilité de trouver une source convenable en protéines au moment du sevrage - mais ceci reste une chose criminelle où le pauvre enfant n'a pas le choix et n'y peut rien.

Alimentation et santé : Ceci est une question fondamentale depuis toujours. Nous connaissons et nous avons expérimenté depuis des années les effets spécifiques de la carence de l'alimentation individuelle sur la santé et le bien être d'une personne. Si, par exemple, vous n'avez pas suffisamment de Vitamine A dans votre diète, vous ne tarderez pas à devenir aveugle (plus de 10 millions d'aveugles en Inde aujourd'hui le sont par suite d'un manque de V.A.)

Si nous n'avons pas assez de Vit. B. nous souffrons d'une maladie appelée Béri-béri - laquelle se présente en diverses manifestations comme :

polynévrite, troubles musculaires, défaut de transmission nerveuse et aussi de la pensée. Le béri-béri peut être à forme sèche ou humide selon qu'il s'accompagne ou non d'oedème. Si un enfant manque de Vit. D. c'est la maladie de Ricketts - anomalies du système osseux, spécialement à la périphérie ou aux épiphyses des os. Nous savons que, des carences alimentaires allant du manque de fer au manque d'iode peuvent donner des états anormaux. Ainsi le manque de fer dans une diète provoque de l'anémie et une lassitude générale. Je vous encouragerais à considérer quelques-unes de ces carences alimentaires, non seulement en fonction du syndrome clinique spécifique qui en résulte mais aussi, dans un sens plus large de fonctionnement normal. L'anémie par exemple, peut être facilement décelée par une analyse du sang. L'iode, dont le manque est la cause du goître - il n'y a pas seulement le fait que l'on a une gorge très forte - l'iode est partie intégrante d'une hormone essentielle : si vous n'avez pas suffisamment d'iode dans votre alimentation, la glande thyroïde se développe afin de sécréter beaucoup plus de cette hormone, mais l'effet sur la personne est beaucoup plus grave : elle ne peut donner la somme de travail qu'elle fournirait si sa diète contenait, assez d'iode. Il n'y a donc pas simplement le fait d'un syndrome clinique, pour ainsi dire, mais les effets sur l'état même de santé de la personne, sa fatigue, sa lassitude, son manque d'intérêt, son apathie générale. Quelques-uns d'entre vous, j'en suis sûr, ont vu de ces enfants qui souffrent de cette terrible maladie causée par une carence en sucre et protéines appelée: kwashiorkor. Le regard apathique, misérable perçusur le visage de l'enfant vous dit à première vue, sans qu'on ait besoin de rechercher le taux de protéines et la teneur du sang, que cet enfant est vraiment misérable, sans goût de vivre. Et souvent encore c'est un crime quand l'humanité a à sa disposition les moyens non seulement de traiter, mais aussi de prévenir ces maladies. Carence en protéines et sucres chez les êtres humains de tous âges, mais spécialement chez les enfants où des maladies telles que le marasmus et le kwashiorkor se présentent avec un taux de mortalité élevé - peuvent et doivent être évitées, et ceci dépend uniquement de la qualité, quelquefois de la quantité de nourriture nécessaire au jeune enfant.

A la FAO nous avons publié une plaquette intitulée : "Alimentation et travail efficace"- que je recommande à votre attention si vous désirez des renseignements complémentaires sur cette idée générale de la capacité d'une personne à travailler, à faire quelque chose, à penser à être membre actif de la société - toutes choses que souvent ne peuvent réaliser les personnes mal nourries. Nous avons 45.000.000 de cas de goîtres aux Indes. Aidés d'un spécialiste en statistiques indien, voici 4 ou 5 mois, nous avons entrepris une petite étude dans le but d'élaborer le coût approximatif, pour le pays, de la carence en iode, et pas seulement au point de vue de l'incapacité des gens au travail.

SEDOS 70/609

Et ceci représente beaucoup plus que le coût total des services médicaux qui apparaissent au plan de l'économie du pays. De semblables études sont en cours aux Indes, par ex. sur la carence en Vit. A - pas simplement sur le prix des traitements, frais d'hospitalisations et temps perdu, mais aussi sur la capacité des gens à apporter leur contribution à la société. Cessortes d'études montrent réellement combien une mauvaise alimentation peut gêner le développement économique et social d'un pays.

SEDOS AT THE II WORLD FOOD CONGRESS

Réunions sur la Collaboration Missionnaires FAO.  
pour le développement à l'occasion du 2ème Congrès  
Mondial de l'Alimentation (Interchurch Centre, La Haye, 25 et 26 Juin)

Ces réunions furent organisées par le R.P. Emmanuel Mariampillai OMI, Missionnaire Ceylanais en Inde.

Les points à discuter étaient les suivants:

- Comprendre la F.A.O, ses Programmes, ses réalisations.
- Intégrer les efforts missionnaires dans le développement rural dans le "planning" et les programmes des Gouvernements.
- Préparer les missionnaires pour la coopération morale et techniques avec le Personnel de la F.A.O sur place dans les pays en voie de développement
- Influencer l'opinion publique en faveur de la solidarité humaine dans la réalisation des buts de la FAO.
- Partager l'expérience des missionnaires locaux, leur connaissance des langues locales et les conditions humaines et sociales.
- Faire connaître à la FAO la pensée des missionnaires à l'égard du développement en général et du développement rural en particulier
- Connaître les Communications pour obtenir de la FAO les informations utiles et les Conseils techniques des experts pour le bien des programmes et projets de développement entrepris par l'intermédiaire de l'Eglise.
- Collaborer dans les activités nationales de la Campagne Mondiale Contre la Faim (Freedom From Hunger Campaign) et dans le programme "Food for Work"
- Informer la FAO des réalisations des missionnaires dans lesdomaine du développement rural.

Après une courte introduction par le Révérend Père E. Mariampillai sur le but des discussions, le Père J.G. Brossard a donné un résumé des objectifs du bureau AGRIMISSIO qui vient d'être créé à Rome pour servir de liaison entre les missionnaires et la FAO. Il a souligné le rôle important du Bureau des Observateurs du St Siège à la FAO en collaboration avec les Administrations Générales de plusieurs Instituts Missionnaires dans la création d'AGRIMISSIO. Soeur Geneviève SAMSON (Soeur N.D. d'Afrique) qui représentait SEDOS, a expliqué comment SEDOS par son groupe de Travail sur le Développement est en train d'explorer les moyens de promouvoir une liaison plus forte entre Missionnaires et la FAO, afin de préparer le terrain pour le Bureau AGRIMISSIO quidoit commencer à fonctionner à la fin de 1970.

Monseigneur L. LIGUTTI et Mlle M. Groothuizen racontèrent l'historique d'Agrimissio et comment le Bureau des Observateurs du St Siège à la FAO a toujours travaillé à faire connaître le travail de la FAO aux missionnaires et le travail des missionnaires à la FAO, mais que la responsabilité de cette collaboration entre Missionnaires-FAO reposait surtout sur les Instituts Missionnaires eux-mêmes.

Ces exposés d'introduction furent suivis par une discussion très animée sur la nécessité d'avoir aux niveaux Administrations Générales et provinciales des Instituts Missionnaires, une personne qui aurait la responsabilité, au moins à temps partiel, d'étudier et de promouvoir la contribution missionnaire au développement dans la ligne de Populorum Progressio.

Pour que la collaboration soit efficace au niveau local, il est important d'intégrer l'effort missionnaire pour le développement aux programmes d'action des Conférences Episcopales. De même, le contact devrait aussi être recherché avec les représentants des organismes nationaux et internationaux. L'idéal serait d'avoir dans chaque pays un missionnaire responsable de ce secteur, en encourageant une collaboration fructueuse sur le plan oecuménique.

Bien des soucis des missionnaires se situent au niveau financier. Sur ce point, il a été suggéré :

1. Faire porter nos premiers efforts à prendre connaissance des programmes existants de la FAO et de la Campagne Mondiale Contre la Faim (FFHC) afin d'y intéresser effectivement des communautés humaines où nous sommes insérés.
2. Ce premier contact avec la FAO étant heureusement établi il y aura alors possibilité d'apporter nos microréalisations aux responsables des programmes de la FAO en vue de les faire évaluer et intégrer dans de plus vastes plans. Ceci augmenterait la possibilité de financement de ces projets.

Réunion à l'Interchurch Centre sur le développement dans l'éducation. 26 Juin

Echanges d'expérience

Italie : Petits groupes post-scolaires discutent problèmes de développement avec professeurs ensuite étudient eux-même en cherchant livres adaptés. Utile de collectionner livres qui parlent déjà de développement dans l'enseignement scolaire.

Brésil ; Programmes de "conscientisation" pour le développement dans les écoles.

Madagascar : Difficultés d'intégrer problèmes de développement dans les programmes scolaires déjà surchargés.

France : Faire des enquêtes au niveau familial pour voir jusqu'à quel point on parle de développement et des moyens de l'enseigner.

Nederland: FAO Injection Groups. Dans l'école les élèves font des livres sur le développement avec leurs instituteurs. On organise projets de développement dans les écoles lesquels projets seront intégrés dans ces livres. On fait effort pour comparer situation dans les groupes locaux i.e. problèmes humains et ensuite reconnaître comment ces problèmes se multiplient à l'échelle mondiale.

SEDOS 70/613

NEWS FROM THE GENERALATES: S.M.

Bro. G. Schnepf.

VISIT TO PROVINCE OF NEW YORK, Sept. 10 to Nov. 15, 1970

- Sept. 8 - Rome - Dublin
- Sept. 10 - Provincial House, 4301 Roland Ave. Baltimore, Md. 21210
- Sept. 13 - Chaminade High School, Jackson and Emory, Mineola, NY. 11501
- Sept. 21 - St. John's Home, 144 Beach 111th St., Rockaway Park, NY. 11694
- Sept. 24 - Trinity High School, 140 Montrose, Brooklyn, NY. 11206
- Sept. 29 - St. James High School, 2001 Providence Ave., Chester, Pa. 19013
- Oct. 2 - Provincial House, 4301 Roland Ave. Baltimore, Md. 21210
- Oct. 6 - Chaminade High, 500 Chaminade Drive, East; Hollywood, Fla. 33021
- Oct. 12 - Colegio San José, Box AA, Rio Piedras, Puerto Rico, 00928
- Oct. 20 - Cardinal Gibbons High, 1001 S. Caton Ave., Baltimore, Md. 21229
- Oct. 23 - Provincial House, 4301 Roland Ave.; Baltimore, Md. 21210
- Oct. 28 - The Marianists, 2765 Ridgeway Road, Dayton, Ohio 45419
- Nov. 3 - Marycliff, Glencoe, Mo., 63038
- Nov. 7 - St. Mary's University, San Antonio, Tex. 78228
- Nov. 10 - Chaminade High School, Jackson and Emory, Mineola, NY. 11501
- Nov. 13 - Séminaire Marianists, Regina Mundi - 1700 Fribourg, Switz.
- Nov. 16 - Rome

ASSEMBLY OF GENERALS

Convocation of the XXVIII Assembly

The XXVIII Assembly of Superiors General associated in SEDOS will be held on September 15, 1970, at 16.00 at the OMI International Scholasticate, 78A Via della Pineta Sacchetti, Rome, with the following Agenda:

	Business Session	Documents
1.	Minutes of the XXVII Assembly	70/525 ff
2.	Projects for 1970-71	70/615 ff
3.	The membership fee	70/618 f *

Concelebrated Mass in memoriam of Miss J. Overboss, on the first anniversary (17-9-1970)

Supper (please advise the Secretariat about the number of those who would like to stay from each Generalate ).

Get together

Benjamin Tonna  
Executive Secretary.

\* Please note these amendments of the Executive Committee p. 70/619, Add to point 7; after "No Congregation" from among those which are already members.

Add to point 8, after "If SEDOS": over and above the necessary reserve.

## Projects proposed for 1970 - 71:

Cooperation in the Mission will take shape when we plan together our future activities there.

The Credit Union planning session can be developed into a model for such joint planning. (Project 1)

For example, it can be applied to cover all missionary sectors of one country or region (Project 5) - instead of one sector (Credit Unions) for all countries.

But the model can be applied effectively only when we all know WHO is (AT PRESENT) and will be (IN THE FUTURE) - DOING WHAT WHERE (Projects 3, 11).

Such information will enable the Executive Committee and the Working Groups to prepare joint projects. (Projects 2, 4, 6).

It will also enable the Secretariat to refer the member Institutes to sources of personnel and funds (services. Projects 7, 9, 10).

The same information can be developed by exchanging it with existing clearing houses and missionary agencies. (Project 8).

## JOINT PROJECTS

1. Ecumenic World Planning Session on Credit Unions for Missionaries

- To produce action programmes for the extension of the Credit Union movement in Africa, Asia and Latin America.
- WG Development, through a special Task Force
- \$ 32,000 - raised by the Sponsors
- September 1970

2. The Future role of Catholics in Health Care in Developing Countries

- To produce guidelines for missionary action in the health service, to ensure consensus of missionary institutes on such guidelines
- WG - Health Services
- about \$ 6000 - raised by Int. Conf. of Catholics Hospitals and by participants
- November 1970

3. Directories on Social Communications in the Mission.

- To produce a Who's Who for Latin American Radio TV apostles; a directory of Catholic institutions active in the electronic media
- WG - Social Communications
- \$ 4000 - offered by Adveniat
- July 1971

4. Seminar on Social Communications

- To sensitivize staffs of member Generalates to the potential of the mass media.
- WG - Soc. Comm.
- Sedos resources
- March 1970

5. Christian China Project

- To coordinate activities for the renewal of Christian life in Mainland China.
- Panel - China Mainland
- about \$ 100,000 - to be raised by Vatican, etc.
- April 1971

6. Personnel Development Programme - SEDOS MISEREOR

- To provide scholarships for specialists in development (who would be seconded to Bishops Conferences)
- Director: Bro. V. Gottwald
- about \$ 50,000 - supplied by MISEREOR
- May 1971 - Second phase, scholarships.

SERVICES

7. Referral services

- To direct member Institutes (and their missionaries) to the best sources for funding their projects, to the best areas for deploying (and recruiting) their personnel
- Secretariat - Documentation services, Fr. Bano
- SEDOS resources
- December 1970

8. Advisory services - SEDOS - PWG

- To provide information (facts and opinion based on the experience of the Generalates) to the German Bishops' Mission office
- Director: to be appointed
- \$ 5000: offered by PWG
- October 1970

9. Weekly bulletin - SEDOS Documentation

- To keep member Generalates up to date on what is (and what will be) happening in the SEDOS group
- Secretariat
- SEDOS resources
- January 1971 reorientation

10. Opinion Survey of Missionaries

- To record the opinion of field missionaries on basic issues for the Generalates and to communicate to missionaries the feedback of these Generalates.
- SEDOS resources
- June 1971

11. Country, Diocese and Community files

- To store (and retrieve) basic information on "who's doing what where"
- Secretariat - Fr. Bano
- SEDOS resources
- February 1971

Other projects will be forthcoming from the Education and Formation WG's and from the Country Panels.

## SEDOS - Reflections on the Membership Fee

Background:

From the beginning, the Membership Fee in SEDOS was set at \$ 1000 per year for each religious congregation, no matter how large or how small. At first, it was paid in two installments--\$500 each in January and June. Later, to ease the burden of a deficit operation on the White Fathers who handle the accounts, congregations were asked to pay the full amount at the beginning of the year. In this manner, for 9 or 10 months at least, SEDOS has had a credit balance at the White Fathers, even though operating on a deficit budget.

Variations were introduced from time to time, mainly two.

1. Certain small or financially strapped congregations have asked and been granted a reduction in the fee--to \$500 or \$750.
2. Congregations which supply manpower or other services (e.g. Divine Word for office space) are allowed to deduct the monetary value of these services, as calculated by SEDOS, from the annual fee.

Every now and then the question arises as to the possibility of a change in the basic principle: all congregations pay the same annual fee.

Change? Arguments for and against

In favor of change, these arguments have been raised:

1. The cost of SEDOS per religious is much greater in a small than in a large congregation. As an extreme example, a congregation with 35,000 members pays 3 cents (.03) per member, where as a congregation with 500 members pays \$2 per member.
2. Some congregations are made up almost entirely of missionaries; in others, perhaps half are engaged in missionary work; again, others have a much smaller proportion. Since SEDOS is essentially an organization of mission-sending congregations, should not the congregations with the largest number of missionaries bear most of the financial burden?
3. Some congregations have asked: Do I get the equivalent of \$1000 in services and benefits from SEDOS?

Against change, these arguments have been given:

1. (See 1 above). If every congregation paid only .03 per member the total would not be sufficient to meet the SEDOS budget.
2. (See 1 above). If unequal membership fees were assessed, the principle of "one congregation--one vote" might be questioned, especially in matters involving finances. (However, some organizations, notably the United Nations, operate on this basis. Successfully?)

3. (See 2 above). While it is true that missionary congregations contribute the same amount as other congregations even though they may receive greater benefits from SEDOS, it is also true that missionary congregations frequently are more limited as to their sources of income than congregations not made up entirely of missionaries.
4. (See 3 above). In answer to the objection of value received for the \$1000 fee, attention should be drawn to the benefits to the mission of the Church (not perhaps, proportionately, to each Congregation) of the activities of SEDOS: the documentation, special studies, weekly Bulletin, opportunities for cooperative activity, the seminars including the publication of the proceedings, contact with congregations engaged in similar work, scholarships from SEDOS-MISEREOR, and financial operations-- it has been calculated that the \$32,000 dues in 1971 will generate about \$200,000 in direct and indirect aid to the missions of the Church. As far as the overall effects of SEDOS are concerned, the \$1000 is a good investment in the mission of the Church.
5. Congregations have become accustomed to budgeting for the \$1000 fee. If, in certain years, less were required, it would probably be difficult in later years to raise the amount again if needed.
6. As long as SEDOS carries a deficit from year to year, it would be better to await change in the dues structure, at least until the deficit is liquidated and SEDOS can operate on a true annual budget.
7. If, in a given year, a congregation finds great difficulty in meeting the assessment, this can always be handled by having the Executive Committee make an exception and grant a reduction. No congregation should feel that it has to withdraw from SEDOS for purely financial reasons.
8. If SEDOS has a surplus of funds in any year, equity could be secured by making proportionate refunds to all Congregations, if that is what the General Assembly wanted to do.

23 August 1970

Bro Gerald J Schnepf, SM  
Treasurer, SEDOS

DIARY

- 15 - 8 - 1970 Fr. Schotte cicm, "hands over" to Fr. Tonna: he had "taken over" the Secretariat from Bro. Schnepf sm, during the holiday period. With Sr. Panevska scmm-m, he had also pushed on with preparations for the September Credit Union Session.
- 17 - 8 - 1970 The Secretariat re-opens. Fr. L. Bano fscj, begins work in the Documentation section.
- 19 - 8 - 1970 Fr. H. Mondé sma, President, sees Fr. Tonna on the Agenda of the Executive Committee scheduled for September 2 and on the programme of SEDOS activities for 1970-71.
- 21 - 8 - 1970 Rev. Benton Rhodes, Executive Secretary of Agricultural Missions Inc., (one of the sponsors of the Credit Union Seminar) meets Fr. J. Schotte cicm, Fr. Hubenig omi, Fr. Moody wf, Fr. Tonna and Miss Capes to discuss the Credit Union Seminar and the religious services scheduled for it. He had flown in from India early in the morning. Fr. Tonna picked him at the airport and Fr. Hubenig showed him round Rome.
- 24 - 8 - 1970 Fr. E. Baeyins omi, of Lesotho, sees Fr. Tonna. Issues raised: the proximate danger of a serious drought in his country (and the consequent need to alert the aid agencies) and the place of credit unions in community development. Fr. Tonna refers him to people who would be interested.
- Staff conference.
- 25 - 8 - 1970 Staff prepares last details for the Credit Union Seminar.
- Reminders are also sent out for the November Seminar on Health Care in Developing Countries.
- 26 - 8 - 1970 Folders for Seminar received from Cuna International
- 28 - 8 - 1970 Fr. Tonna sees Bishop Walsh of Mainland China at the Salvator Mundi hospital to assure him that SEDOS will continue to do its best for his mission.

SEDOS 70/621

Fr. Tonna also sees Fr. McCormack, Superior General of Maryknoll.

31 - 8 - 1970

Fr. Anthony de Souza, head of the Indian Social Institute sees Fr. Tonna. Issues raised: Indian representation at the Credit Union Seminar and the possibility of a follow up with a seminar on missionaries and the skills to build motivation for local leadership ("animation").

Sisters Faustina and Hilaria of Tanzania visit the Secretariat.

1 - 9 - 1970

The Task Force of the Credit Union Seminar meets to iron out the last details.

2 - 9 - 1970

The Executive Committee of SEDOS meets.